

Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95300 PONTOISE

Pontoise, le 31 mars 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TAKASAGO E.P.L.**

23 AVENUE DE LA MARE  
ZAC DES BETHUNES  
95310 Saint-Ouen-L'Aumône

Références : ud95-2025-0233  
Code AIOT : 0006506033

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement TAKASAGO E.P.L. implanté ZAC DES BETHUNES 23 AVENUE DE LA MARE 95066 Saint-Ouen-L'Aumône. L'inspection a été annoncée le 07/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TAKASAGO E.P.L.
- ZAC DES BETHUNES 23 AVENUE DE LA MARE 95066 Saint-Ouen-L'Aumône
- Code AIOT : 0006506033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société TAKASAGO E.P.L. appartient à un groupe japonais qui fabrique des produits pour les secteurs suivants : parfum, arômes, synthèse chimique, chimie fine.  
Le groupe dispose de 3 usines en Europe dont une en France.

Le site de SAINT OUEN L'AUMÔNE fabrique des extraits odorants pour le secteur «parfum» et stocke également des produits finis fabriqués dans d'autres usines du groupe en vue de leur revente (rôle d'importateur).

Les installations relèvent du régime de l'autorisation sous le statut SEVESO seuil bas au titre de la rubrique 4510 "dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1" de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Les installations sont soumises au régime de l'autorisation également au titre de la rubrique 1450, et à déclaration pour les rubriques 1434-1, 1436, 4140-2 et 4511.

Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation, daté du 15 mars 1995, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 08 août 2006 et du 26 juin 2013 (RSDE).

L'effectif sur site est composé de 135 salariés, dont 40 salariés environ dans les ateliers de production.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS mousses
- Eau de surface
- Équipement sous pression
- Inspection généraliste produits chimiques : REACH
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative : classement ICPE	AP Complémentaire du 07/06/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Rejets aqueux : qualité et autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 15/03/1995, articles 4.5 et 4.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Isolement du réseau d'eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 49 et 50	Sans objet
3	Plan d'opération interne (POI)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Sans objet
4	Équipements et moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Une observation
5	Interdiction à venir du PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		les polluants organiques persistants	
6	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Une observation
7	Plan de substitution émulseurs	Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
10	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
11	Analyse du compte rendu d'inspection Périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
12	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
13	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
14	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
15	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
16	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement, article R. 557-14-2	Sans objet
17	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet
18	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé lors de la visite 3 non-conformités et a formulé 2 observations. L'inspection note le suivi assidu des équipements sous pression réalisé par l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### Fiche de constat n° 1 : Situation administrative : classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/06/2021, article 2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative : classement ICPE			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité autorisée
4510	A (SSB)	<p><b>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</b></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 100 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t</i>  <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	131 tonnes
1434-1	DC	<p><b>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1),</b> fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (<b>installation de remplissage ou de distribution</b>, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).</p> <p><b>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles,</b> le débit maximum de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 5 m<sup>3</sup>/h, mais inférieur à 100 m<sup>3</sup>/h</p> <p><i>(1) à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.</i></p>	50 m <sup>3</sup> /h
1436	DC	<p><b>Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1),</b> à l'exception des boissons alcoolisées (<b>stockage ou emploi de</b>).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p> <p><i>(1) à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.</i></p>	160 tonnes
1450	D	<p><b>Solides inflammables (stockage ou emploi de).</b></p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p>	950 kg

		2. Supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 1 t	
4140-2	D	<p><b>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301)</b> dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p><b>2. Substances et mélanges liquides.</b></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	8,7 tonnes
4511	DC	<p><b>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</b></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t</p>	148 tonnes
1185-2	NC	<p><b>Gaz à effet de serre fluorés</b> visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p><b>2. Emploi dans des équipements clos</b> en exploitation (&lt; 300 kg)</p>	150 kg
4130-2	NC	<p><b>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</b></p> <p><b>2. Substances et mélanges liquides (&lt; 1 t)</b></p>	500 kg
4331	NC	<p><b>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</b></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant &lt; 50 t</p>	30 tonnes

A = Autorisation – D = Déclaration – C = Contrôle périodique – NC = Non Classable

### Constats :

L'inspection a fait le point avec l'exploitant sur le classement administratif de l'installation acté par l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/06/2021, en se basant sur l'état des stocks présenté en séance et daté du 26/03/2025.

Les volumes présents sur site sont les suivants :

Rubrique (régime)	Volume autorisé	Quantité sur site
4510 (A)	131 tonnes	120 tonnes
1434-1 (D)	50 m³/h	50 m³/h
1436 (D)	160 tonnes	63 tonnes
1450 (D)	950 kg	1,65 tonnes

4140-2 (D)	8,7 tonnes	0,02 tonne
4511 (D)	148 tonnes	170 tonnes
1185-2 (NC)	150 kg	150 kg
4130-2 (NC)	500 kg	3,9 tonnes
4331 (NC)	30 tonnes	23 tonnes

L'inspection remarque que l'exploitant dépasse les seuils repris dans l'arrêté préfectoral du 07/06/2021 pour les rubriques n°1450 et 4130-2 (respectivement seuil de l'autorisation et de la déclaration). L'exploitant a transmis un porter à connaissance concernant l'évolution du stockage pour ces deux rubriques. L'arrêté préfectoral mettant à jour ce classement est en attente de signature auprès de la préfecture.

En revanche, l'exploitant dépasse le seuil repris dans l'arrêté préfectoral du 07/06/2021 fixé à 148 tonnes pour la rubrique n° 4511 de la nomenclature ICPE. L'exploitant a indiqué qu'il allait transmettre un porter à connaissance afin de solliciter l'augmentation de son stockage de produits 4511, tout en restant sous le régime de la déclaration ICPE (< 200 tonnes).

L'exploitant a également présenté le calcul actualisé du statut SEVESO par la règle des cumuls : dans la situation constatée, l'exploitant ne dépasse pas le seuil haut SEVESO par la règle des cumuls (environ 90 % du seuil). L'exploitant a rappelé qu'il est contraint par le volume de stockage disponible dans son magasin et que sans modification des conditions de stockage ou extension, il est très difficile de dépasser le seuil haut SEVESO par la règle des cumuls.

En effet, lors de la visite l'inspection a constaté que les capacités de stockage sont optimisées afin de stocker un maximum de marchandises. Les racks étaient remplis et quelques fûts étaient stockés temporairement en partie dans les allées (notamment les produits finis).

**Non-conformité n°1 :** L'exploitant dépasse la capacité de stockage de produits classés sous la rubrique n°4511 (dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2) fixée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 07/06/2021. Il est attendu de l'exploitant la transmission d'un porter à connaissance de modification au Préfet afin de régulariser sa situation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## **Fiche de constat n° 2 : État des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 49 et 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 49 :</u>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.  <u>Article 50 :</u>  Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones



d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté en séance l'état des stocks du jour. Celui-ci est synthétique et reprend les typologies de produits chimiques stockés en fonction des classes de danger et également des rubriques 4XXX de la nomenclature ICPE. Le détail de l'état des stocks est repris dans la fiche de constat n°1 et a été utilisé afin de vérifier le respect des seuils autorisés.

L'exploitant a indiqué que cet état des stocks est mis à jour quotidiennement à 10h sur la base de l'inventaire informatique. Lors de l'utilisation d'un produit, l'opérateur scanne l'étiquette du produit et la quantité délivrée et celle restante en stock est connue et actualisée.

De ce fait, l'état des stocks est mis à jour quotidiennement et une version mise à jour hebdomadairement est mise à disposition, par le responsable HSE ou son adjoint, en cas d'accident sur un réseau partagé accessible par les différents cadres de la société afin de pouvoir être transmis aux services de secours. L'exploitant a précisé qu'une version papier de celui-ci est mis à jour tous les lundis et placé avec le plan d'opération interne (POI).

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas stocker de produits chimiques inscrits à l'annexe XIV du règlement REACH et soumis à autorisation au titre du règlement REACH.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **Fiche de constat n° 3 : Plan d'opération interne (POI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne (POI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014.</p> <p>Cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1er janvier 2023. Les plans d'opérations interne existants sont mis à jour au plus tard au 1er janvier 2026.</p> <p>Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.</p> <p>Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a présenté le POI mis à jour le 25/03/2025. Il a également présenté en séance le compte-rendu de l'exercice du 27 juin 2023 qui met en évidence notamment la difficulté à fournir rapidement un état des stocks. L'inspection a constaté que l'état des stocks est désormais accessible rapidement (Cf. fiche de constat n°2).</p> <p>Par ailleurs, un POI a été déclenché sur site en août 2023 suite à un déversement accidentel de produits chimiques dans le réseau d'eaux pluviales causé par la fuite d'une pompe servant à alimenter la production par un produit chimique stocké en cuve aérienne à l'extérieur. L'inspection a constaté que cet événement avait été convenablement géré par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a précisé disposer d'une version papier du POI et de l'état des stocks mis à jour hebdomadairement sur site, ainsi qu'un second exemplaire du POI directement au groupement de surveillance de la zone industrielle (GIE).</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### **Fiche de constat n° 4 : Équipements et moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Équipements et moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

**Constats :**

Installation de sprinklage :

Par courriel du 18/03/2025, l'exploitant a transmis le rapport de vérification semestrielle (Q1) du système d'extinction automatique (sprinklage) daté du 23/07/2024 et réalisé par la société APAVE.

Ce rapport conclut au bon fonctionnement de l'installation de sprinklage et l'absence de risque de mise en échec.

Par ailleurs, l'exploitant a détaillé le projet en cours pour la remise à neuf de l'installation de sprinklage sur site qui se décompose en plusieurs étapes :

1. construction d'un nouveau bâtiment source pour les 2 pompes permettant une redondance, un bassin de stockage pour la réserve d'eau de 1200 m<sup>3</sup> ;
2. dépose de l'installation de sprinklage actuelle ;
3. remplacement des racks et installation du nouveau système de sprinklage comprenant plus de têtes de sprinklage.

Ce projet a débuté et les fondations du bâtiment source sont en cours de réalisation. L'exploitant prévoit donc de désactiver le sprinklage poste par poste afin de réaliser les différentes étapes pour remplacer l'installation existante par une installation neuve. Le site dispose de 4 postes de sprinklage indépendants protégeant : la zone administrative pour le poste n°1, la zone production pour le poste n°2 et la zone magasin pour les postes n°3 et n°4.

Ainsi, ces travaux vont entraîner une désactivation des postes de sprinklage les uns après les autres pendant plusieurs semaines de travaux. L'exploitant a précisé que la détection incendie réalisé via des détecteurs de fumée optique ponctuels serait maintenue pendant la durée des travaux. L'inspection a questionné l'exploitant concernant les mesures mises en place durant cette période de travaux et de mise en défaut partielle de l'installation de sprinklage. L'exploitant a déclaré qu'il prévoyait le lancement d'une équipe de nuit sur site à partir du 2ème semestre 2025 assurant ainsi la présence de personnel permettant la détection rapide d'un départ d'incendie. De plus, il prévoit de compléter cette équipe de nuit par une astreinte technique joignable en cas de problème (directeur, responsable industriel et responsable maintenance a minima).

Cette mise à l'arrêt du sprinklage doit débuter pour la partie administrative du site au deuxième semestre 2025 et la fin des travaux est prévue pour la fin d'année 2026.

L'inspection prend note de ces éléments.

**Observation n°1 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un porter à connaissance du Préfet détaillant le calendrier prévisionnel de ces travaux de modification du sprinklage et de se positionner concernant les impacts sur les risques chroniques et accidentels de ces travaux. L'exploitant détaillera par ailleurs les mesures compensatoires mises en place en conséquence pendant la durée des travaux (besoins en eaux et détection incendie).**

Détection incendie :

Par courriel du 18/03/2025, l'exploitant a transmis le rapport de vérification préventive de la détection incendie daté du 05/11/2024 et réalisé par la société DEF. Ce rapport indique que le bon état de fonctionnement de l'ensemble des détecteurs n'est pas assuré.

L'exploitant a également transmis le rapport d'intervention daté du 07/11/2024 permettant de lever les réserves du précédent rapport. Ce rapport indique le bon état de fonctionnement de l'installation à l'exception d'un détecteur qu'il est encore nécessaire de remplacer. L'exploitant a précisé qu'il s'agissait d'un détecteur inaccessible par la nacelle présente sur site et qu'une intervention est prévue pour remplacer ce détecteur défectueux au niveau des grandes cuves de mélange.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **Fiche de constat n° 5 : Interdiction à venir du PFOA**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

**Constats :**

L'inspection a demandé à l'exploitant en amont de l'inspection de se renseigner auprès de son fournisseur d'émulseur sur la composition de celui-ci et notamment concernant la présence de polluants organiques persistants (POP). L'exploitant a transmis la FDS de l'émulseur actuellement utilisé sur site : SKUM ARC 3X3 UG fourni par la société SABO FOAM, ainsi que le nom du futur émulseur indiqué comme ne contenant pas de fluor : ECOPOL fourni par la société BIOEX.

Il a également transmis le courrier du fournisseur d'émulseur daté du 12/07/2023 détaillant la composition du produit en lien avec le règlement européen POP. Dans ce courrier, il est notamment indiqué que l'émulseur contient entre 2 et 3 % de substances PFAS dans sa composition soit entre 0,06 % et 0,09 % dans la mousse anti-incendie (mélange eau et émulseur) pour un dosage à 3 % de l'émulseur.

Les PFAS contenus sont les suivants :

N° CAS	Nom de la substance
1374418-39-9	2-Propenoic acid, reaction products with acetic acid ( $\gamma$ - $\omega$ -perfluoro-C8-10-alkyl)thio derivs. Bu esters and polyethylenimine
Pas de N° CAS	C6 Perfluoro Surfactant

Le fournisseur précise également que l'émulseur « ne contient pas de substances PFOS, PFOA ou apparentées au sens du Règlement (UE) 2017/1000, car elles ne sont pas ajoutées intentionnellement » et il confirme que « la teneur en PFOS des produits mentionnés ci-dessus est conforme à la limite réglementaire de 10 ppm indiquée dans le Règlement (CE) n° 2019/1021. Les produits mentionnés ci-dessus respectent les limites concernant les substances apparentées au PFOA et au PFOA fixées par le Règlement (UE) 2017/1000 et le Règlement (EU) 2019/1021. ».

Il apparaît que la substance dont le n° CAS est le 1374418-39-9 est une substance apparentée au PFOA.

De ce fait, l'utilisation de ce produit est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour les feux de combustibles liquides (feux de classe B) sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets, et lorsque les mousses sont déjà contenues dans les systèmes, qu'ils soient fixes ou mobiles. L'utilisation pour la formation et les essais est interdite.

L'exploitant a précisé qu'il dispose d'une part d'émulseur dans son système de sprinklage relié à une réserve d'émulseur et d'autre part de postes d'incendie additivés (PIA) répartis à l'intérieur du site et reliés chacun à un bidon de 200L d'émulseur.

L'exploitant a déclaré que :

- son site est entièrement sur rétention ;
- les essais des PIA sont réalisés sans additif fluoré et uniquement ponctuellement (tous les 3 ans) avec de l'additif fluoré ;
- les liquides issus des essais des PIA réalisés avec additif fluoré sont récupérés dans des IBC et envoyés en déchets.

**NB :** le plan de substitution des émulseurs prévu par l'exploitant est abordé à la fiche de constat n°7.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **Fiche de constat n° 6 : Notification des stocks de PFOA**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.
<b>Constats :</b>  L'article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants impose, pour tout détenteur de plus de 50 kg de substance listée à l'annexe I ou II, ou en contenant, la communication à l'autorité compétente (direction générale de la prévention des risques) de la nature et du volume de ces stocks.  L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé cette communication pour le moment et la nécessité de vérifier si ces stocks d'émulseurs sont soumis à cette obligation.  <b>Observation n°2 :</b> Il est demandé à l'exploitant de vérifier que les substances présentes dans son émulseur ne sont pas listées à l'annexe I ou II du règlement européen 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants. A défaut, il transmettra l'information de la nature et du volume des produits stockés à l'autorité compétente.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Fiche de constat n° 7 : Plan de substitution émulseurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu du plan de substitution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Examen de la prise en compte de l'impact de la substitution d'émulseur par l'exploitant.
<b>Constats :</b>  L'inspection a rappelé à l'exploitant que l'utilisation de cet émulseur sera interdite à partir du 5 juillet 2025. L'exploitant a alors détaillé son plan de substitution : <ol style="list-style-type: none"><li>1. les bidons de 200 L reliés aux PIA seront substitués et remplacés par des canalisations arrivant directement depuis le poste source du sprinklage en cours de construction (Cf. fiche de constat n°4). L'installation du réseau alimentant les PIA est prévue pour la fin d'année 2025 ;</li><li>2. l'installation de sprinklage est en cours de renouvellement (tous les 30 ans), ce renouvellement s'effectue zone par zone et devrait être terminé en fin d'année 2026.</li></ol> L'exploitant indique donc que la substitution complète des émulseurs fluorés devrait être effectuée en fin d'année 2026.  L'inspection note que le plan de substitution prévisionnel de l'exploitant ne permet pas de respecter les échéances fixées par le règlement européen 2019/1021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## Fiche de constat n° 8 : Rejets aqueux : qualité et autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/03/1995, articles 4.5 et 4.7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux : qualité et autosurveillance

### Prescription contrôlée :

#### Article 4.5 des prescriptions techniques :

Qualité des effluents

[...] Sans préjudice des conventions de déversement, les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter sans dilution les valeurs limites suivantes :

- température < 30 °C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- absence de coloration provoquée dans le milieu récepteur ;
- absence de débris solides.

Paramètres	Normes	Concentrations admissibles (mg/l)	ou flux maximal (kg/j)
MEST (Matières en suspension totales)	NFT 90105	600	ou 5
DBO5 (Demande biologique en oxygène)	NFT 90103	800	
DCO (Demande chimique en oxygène)	NFT 90101	2 000	
Azote global (exprimé en N)		150	
Phosphore total (exprimé en P)	NFT 90023	50	
Hydrocarbures	NFT 90114	5	
Hydrocarbures	NFT 90203	20	

#### Article 4.7.2 des prescriptions techniques :

Autosurveillance

L'exploitant est tenu de faire procéder, par un organisme agréé, à des analyses de la qualité de ses effluents portant sur les paramètres suivants :

- chaque trimestre : pH et DCO
- chaque semestre : pH, MEST, DCO et DBO<sub>5</sub>, azote global, phosphore total, hydrocarbures.

### Constats :

L'exploitant dispose d'une station de traitement des effluents sur site utilisée notamment pour concentrer les huiles contenues dans les eaux de rinçage des cuves, puis les eaux sont rejetées au réseau d'assainissement public. Il transmet régulièrement les résultats de son autosurveillance via la plateforme GIDAF.

Date de l'analyse	Dépassement	Justification de l'exploitant
Janvier 2024	pH, hydrocarbures	Mauvaise sonde utilisée pour pH et valeur aberrante pour hydrocarbures
Mars 2024	pH, hydrocarbures	Changement de sonde pH, recherche solution pour hydrocarbures
Juillet 2024		
Octobre 2024	hydrocarbures	Demande d'action auprès du sous-traitant de la STEP interne

L'inspection constate des dépassements récurrents des paramètres pH et hydrocarbures sur le début d'année 2024. L'exploitant précise que les écarts de pH sont liés à l'utilisation d'une mauvaise sonde par le prestataire chargé de l'autosurveillance par deux fois malgré la remarque faite auprès de celui-ci à la suite de l'analyse de janvier 2024. L'exploitant indique que la valeur de la concentration en hydrocarbures pour le mois de janvier 2024 est aberrante en l'absence de DCO et de DBO dans le même échantillon.

Par ailleurs, il est à noter que les prescriptions techniques encadrant les rejets aqueux sont en cours de refonte et modifieront les valeurs limites d'émission (VLE) applicables prises suite à des échanges entre l'exploitant et le syndicat d'assainissement. Ainsi, en prenant en compte ces futures valeurs, les légers dépassements pour le paramètre hydrocarbures actuellement constatés ne seront plus non-conformes.

En revanche, l'exploitant a indiqué qu'il n'a pas réalisé d'analyse d'autosurveillance depuis le mois d'octobre 2024. Il explique qu'il a changé de contrat et de prestataire et que les analyses ont pris du retard. La prochaine analyse des rejets aqueux est prévue en avril 2025.

**Non-conformité n°2 : L'exploitant ne respecte pas la fréquence trimestrielle d'analyse des rejets aqueux contrairement à l'article 4.7.2 de l'arrêté préfectoral du 15/02/1995.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

### **Fiche de constat n° 9 : Isolement du réseau d'eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement du réseau d'eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté lors de la visite de site que la vanne d'isolement du réseau d'eaux pluviales permettant de confiner les eaux en cas de déversement accidentel ou d'incendie dans la zone de dépotage des produits chimiques n'est pas signalée. L'inspection a constaté que la clé permettant de l'actionner est disponible dans la station de traitement des eaux du site située à proximité. De plus, le sens de fermeture est indiqué au niveau de l'organe de fermeture.  <b><u>Non-conformité n°3 :</u></b> La vanne d'isolement du réseau d'eaux pluviales située près de la station de traitement des eaux usées n'est pas signalée contrairement à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### **Fiche de constat n° 10 : Contrôle de la liste des appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 18/03/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection la liste des équipements sous pression (ESP) présents sur son site.  Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de modifier sa liste des ESP en ajoutant la colonne concernant le régime de surveillance : avec ou sans plan d'inspection.  L'exploitant à ajouter directement pendant l'inspection cette colonne manquante à la liste des ESP.  L'ensemble des données attendues et exigibles par la réglementation est présent sur cette liste.  Cette liste comporte 5 équipements.  Pour la suite de la visite, l'inspection a choisi par sondage de s'intéresser aux ESP suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- cuve air comprimé du local évapoconcentrateur n° de fabrication 84462 ;</li><li>- cuve azote du local compresseur n° de fabrication C3-1390 G.</li></ul> <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Fiche de constat n° 11 : Analyse du compte rendu d'inspection Périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
<b>Constats :</b>  <u>Cuve air comprimé du local évapoconcentrateur n° de fabrication 84462 :</u>  L'exploitant a présenté le dernier compte rendu d'inspection périodique daté du 02/03/2023. L'inspection a été réalisée par la société APAVE. Le compte rendu ne fait pas apparaître d'incohérences par rapport aux caractéristiques de l'équipement inspecté.  Le compte rendu conclut que l'équipement peut être maintenu en activité jusqu'à la prochaine inspection périodique prévue en 2027.  <u>Cuve azote du local compresseur n° de fabrication C3-1390 G :</u>  L'exploitant a présenté le dernier compte rendu d'inspection périodique daté du 02/03/2023. L'inspection a été réalisée par la société APAVE. Le compte rendu ne fait pas apparaître d'incohérences par rapport aux caractéristiques de l'équipement inspecté.  Le compte rendu conclut que l'équipement peut être maintenu en activité jusqu'à la prochaine inspection périodique prévue en 2027.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## **Fiche de constat n° 12 : Vérification des échéances de l'inspection périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
<b>Constats :</b>  Les échéances de l'inspection périodique des deux équipements vérifiés par sondage sont fixées à 4 ans par l'arrêté ministériel du 20/11/2017.  <u>Cuve air comprimé du local évapoconcentrateur n° de fabrication 84462 :</u>  La dernière inspection périodique de l'équipement est datée du 02/03/2023. Ainsi, la prochaine inspection périodique de l'équipement doit avoir lieu au plus tard le 02/03/2027.  <u>Cuve azote du local compresseur n° de fabrication C3-1390 G :</u>  La dernière inspection périodique de l'équipement est datée du 02/03/2023. Ainsi, la prochaine inspection périodique de l'équipement doit avoir lieu au plus tard le 02/03/2027.  L'exploitant respecte les échéances des inspections périodiques pour ces équipements.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Fiche de constat n° 13 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.-Il est interdit : -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<b>Constats :</b>  <u>Cuve air comprimé du local évapoconcentrateur n° de fabrication 84462 :</u>  L'équipement a été mis en service en septembre 2015. La première requalification périodique décennale devra donc avoir lieu au plus tard en septembre 2025.  <u>Cuve azote du local compresseur n° de fabrication C3-1390 G :</u>  L'exploitant a présenté le dernier compte rendu de la requalification périodique réalisée le 12/11/2019 par la société APAVE. Le compte rendu ne fait pas apparaître d'incohérences par rapport aux caractéristiques de l'équipement inspecté.  Le rapport conclut à un équipement jugé apte à fonctionner jusqu'au prochain contrôle.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### **Fiche de constat n° 14 : Vérification des échéances de La requalification périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

**Constats :**

Les échéances de la requalification périodique des deux équipements vérifiés par sondage sont fixés à 10 ans par l'arrêté ministériel du 20/11/2017.

Cuve air comprimé du local évapoconcentrateur n° de fabrication 84462 :

L'équipement a été mis en service en septembre 2015. La première requalification périodique décennale devra donc avoir lieu au plus tard septembre 2025.

Cuve azote du local compresseur n° de fabrication C3-1390 G :

La dernière requalification périodique de l'équipement est datée du 12/11/2019. Ainsi, la prochaine requalification périodique de l'équipement doit avoir lieu au plus tard le 12/11/2029.



L'exploitant respecte les échéances des requalifications périodiques pour ces équipements.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **Fiche de constat n° 15 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

**Prescription contrôlée :**

VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.

**Constats :**

L'inspection a constaté la présence des plaques d'identification sur les deux ESP vérifiés par sondage. Ces plaques reprennent les caractéristiques des équipements et sont cohérentes avec les éléments repris dans les compte-rendus des contrôles réglementaires.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **Fiche de constat n° 16 : Contrôle de l'état de l'équipement**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article R. 557-14-2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

**Prescription contrôlée :**

[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]

**Constats :**

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté le bon état apparent des équipements contrôlés par sondage.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **Fiche de constat n° 17 : Contrôle des accessoires de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
<b>Constats :</b>  <u>Cuve air comprimé du local évapoconcentrateur n° de fabrication 84462 :</u>  La dernière inspection périodique de l'équipement datant du 02/03/2023 met en évidence que la soupape est dans un état satisfaisant. La valeur de réglage de la soupape est de 10 bar, ce qui est inférieur à la pression maximale admissible par l'ESP associé, fixée à 11 bar.  <u>Cuve azote du local compresseur n° de fabrication C3-1390 G :</u>  La dernière inspection périodique de l'équipement datant du 02/03/2023 met en évidence que la soupape est dans un état satisfaisant. La valeur de réglage de la soupape est de 10 bar, ce qui est égal à la pression maximale admissible par l'ESP associé.  L'exploitant a indiqué qu'il installait des soupapes neuves lors des requalifications périodiques de l'équipement.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Fiche de constat n° 18 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".  Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté la présence du marquage par poinçon « tête de cheval » sur l'étiquette du compresseur, cette marque a été apposée par l'organisme de contrôle suite à la dernière requalification réussie le 12/11/2019.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite